

Note Information Sécurité Alimentaire - NISA

Situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest : *La sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres des milieux urbains et ruraux menacée par la hausse des prix des denrées alimentaires*

Note 19 – Avril 2008

1. Panorama 2007-2008

La production céréalière est en légère baisse dans la région

Le bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest présenté lors de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires les 10 et 11 avril 2008 à Paris, indique une production céréalière 2007-2008 totale (hors Libéria) en baisse. Elle est évaluée à 47,4 millions de tonnes contre 49 millions tonnes pour la campagne agricole 2006-2007. Les pays sahéliens ont enregistré une production brute de 14,8 millions de tonnes en 2007-2008 contre 15 millions de tonnes en 2006-2007. Que ce soit dans les pays sahéliens ou côtiers, cette production agricole a été affectée par des inondations et des épisodes de sécheresses dans certaines zones du Nord du Nigeria et du Ghana, du Burkina Faso, du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie. Les pays ou localités ayant enregistré des déficits importants sont le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie et le Nord du Nigeria et du Ghana. Le déficit de production céréalière enregistré au Nord du Nigeria pourrait avoir des conséquences importantes en termes d'approvisionnement pour les pays sahéliens, en particulier pour le Niger, pendant la période de soudure.

La hausse générale des prix des céréales, en particulier celles importées, limite fortement l'accessibilité des ménages ruraux et urbains.

Depuis plusieurs mois, les prix des céréales sont en hausse comme partout ailleurs dans le monde. Cette hausse est particulièrement importante pour les céréales importées (riz, blé) mais elle concerne également les céréales locales (mil, sorgho, maïs). Cette augmentation est particulièrement aigüe au Niger, en Mauritanie et au Sénégal.

Les facteurs explicatifs de cette augmentation sont multiples :

- **au niveau mondial**, on constate des difficultés d'accès au marché du riz et du blé, en raison de la baisse de l'offre mondiale (diminution des stocks mondiaux de riz et de blé, baisse de la production des grands pays producteurs d'Asie et en Australie du fait des aléas climatiques) ainsi que de l'instauration de taxes à l'exportation du riz notamment des pays d'Asie ;
- **au niveau régional**, les mesures d'interdiction de sortie des céréales ont pour conséquence le renchérissement des prix dans certains pays.

Cette situation de hausse des prix des denrées importées (riz et blé) est surtout préoccupante pour les pays fortement dépendants de céréales comme le Cap Vert, la Mauritanie, le Sénégal, et la Guinée Bissau ainsi que dans les populations des zones structurellement déficitaires des pays sahéliens.

Toutefois, les stocks de céréales non encore mis en marché ainsi que la production attendue des cultures de contre-saison (céréales, légumineuses, produits maraîchers) pourraient jouer un rôle important dans l'amélioration de la disponibilité des aliments et réduire les tensions observées sur les marchés. En effet, l'évaluation conjointe CILSS - FEWS NET – FAO-PAM effectuée en février 2008 dans les grands bassins d'échanges (Niger-Nigéria-Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie), estime qu'il existe des stocks privés de céréales relativement importants non encore mis en marché. Ceci met en évidence la nécessité de lever les mesures d'interdiction de sorties de céréales, de bétail et d'aliment pour bétail pour favoriser un meilleur fonctionnement des marchés.

Des mesures prises par les pouvoirs publics pour infléchir les prix mais l'impact de celles-ci demeurent limité.



Pour faire face à la situation, certains pays ont déjà pris des mesures pour améliorer la disponibilité des aliments et contenir la flambée des prix mais celles-ci restent insuffisantes. Il s'agit notamment de la suppression des taxes et droits de douanes à l'importation de certains produits vivriers, de la libération des stocks institutionnels (stock nationaux de sécurité, stock nationaux d'intervention...) ainsi que la vente à des prix subventionnés. Certains pays vont même jusqu'à interdire la sortie des produits agricoles alimentaires. Faute d'une quantification précise, l'incertitude subsiste quant à la capacité des stocks existant à répondre effectivement à la demande en période de soudure dans un contexte de difficultés d'approvisionnement sur le marché international. Cette incertitude renforce la tendance spéculative par les opérateurs privés et les tensions sur les marchés risquent de durer longtemps.

En résumé : à court termes, il est peu probable que les prix des céréales importés baissent compte tenu du contexte international. De même, la persistance de la hausse des prix des céréales locales et les difficultés d'approvisionnement sont à craindre, particulièrement pendant cette période de soudure. Ce contexte recommande la prise de mesures urgentes et ciblées d'appui aux populations vulnérables urbaines et rurales.

2. Agir !

La situation actuelle recommande la combinaison d'actions immédiates pour faciliter l'accès aux aliments et celles visant le court, moyen et long terme.

Dans l'immédiat et le court terme :

- Amélioration de la fluidité des marchés, notamment le respect de la libre circulation des biens et des personnes, notamment des produits alimentaires ;
- Renforcement des actions d'atténuation des crises alimentaires à travers notamment l'amélioration des sources de revenus des populations (*cash for work, food for work, ventes à prix modérés*, aide d'urgence ciblée, etc.) dans les zones d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure. Ces actions d'atténuation devraient particulièrement intégrer la prise en charge des enfants de moins de 5 ans ainsi que des femmes enceintes et allaitantes malnutries dans les zones à risque. Les différentes opérations devraient se mettre en œuvre rapidement avant la pleine saison pluvieuse en raison

des problèmes d'accessibilité de certaines zones ;

- Meilleure préparation de la campagne agricole 2008-2009, notamment en direction des grandes zones de production ainsi que dans les zones à risques et populations vulnérables à travers l'accès aux intrants, au crédit, etc.
- Ouvertures ciblées des stocks publics dans les zones où les prix sont les plus élevés tout en évitant de les épuiser avant la période de soudure ;




Dans le moyen et le long terme :

- Recherche de solutions durables à travers notamment le renforcement des investissements agricoles, en vue d'améliorer la production alimentaire locale. Cela interpelle les décideurs des pays, et les organisations intergouvernementales (OIG) pour la formulation de politiques et stratégies de même que la création de conditions favorables pour leur mise en œuvre. L'Afrique de l'Ouest dispose effectivement d'un important potentiel en matière de production agricole comme le riz, le maïs, le sorgho, le mil le coton, l'arachide et les tubercules. Certains pays ont déjà entrepris des actions encourageantes. Le Mali a par exemple mis en place l'Initiative Riz pour un coût total de près de 43 milliards de franc CFA (près de 65 millions d'euros) dont 10 milliards de subventions aux engrais et aux semences. Cette initiative vise à augmenter de 50% la production de riz au cours de la campagne 2008-2009 par rapport à 2007-2008.
- Mise en œuvre d'une stratégie de valorisation du potentiel de production et des complémentarités régionales mais aussi d'optimisation des échanges. Ces politiques devraient notamment prendre en compte le rôle central de la transformation agro-alimentaire dans l'amélioration de la valeur ajoutée des produits agricoles et des opportunités d'échange au sein de la région.

En conclusion : la mise en œuvre des mesures préconisées dans l'immédiat de même que pour le court, moyen et long terme, nécessite un meilleur engagement des organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA, etc.) et la prise de décisions et actions immédiates de leur part, notamment en appui aux efforts déjà déployés individuellement par les pays pour contenir la flambée des prix.

»» Sources d'information

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues sur leurs sites Web respectifs.

				
www.westafricaclub.org	www.fews.net	www.cilss.bf	www.fao.org	www.wfp.org
✉: sibirjean.zoundi@oecd.org ☎: +33 1 45 24 19 82	✉: ssow@fews.net ☎: +226 50 37 47 06	✉: amadou.konate@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33	✉: henri.iosserand@fao.org ☎: +39 06 57 05 30 99	✉: mamadou.diouf@wfp.org ☎:
✉: leonidas.hitimana@oecd.org ☎: +33 1 45 24 17 98	✉: librahim@fews.net ☎: +227 96 97 70 11	✉: b.sidibe@aghrymet.ne ☎: +227 20 31 53 16		

Afrique Verte www.afriqueverte.org, Reliefweb: www.reliefweb.int/
 OCHA: www.humanitarianinfo.org & <http://ochaonline.un.org/>; SISA/CNSA: www.sisa.bf

»» Pour un meilleur accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Dans le but de favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA s'est doté d'un site Web. Pour vos questions en rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle, et notamment vos besoins en documents analytiques sur la question, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net